

AG 16 décembre 2017 stop linky 21

Le Collectif stop Linky 21, fondé le 16 décembre 2016, propose sa première assemblée générale le **16 décembre à 14 h à la salle de la Mairie de Plombières-lès-Dijon.**

Seront abordées les diverses actions passées du Collectif, ainsi que les méthodes de résistance contre les installations de capteurs communicants sur le département. L'entrée est libre.

Face à cette dérive inquiétante de services autrefois publics qui bradent les technologies et les données des clients au privé, les nombreux citoyens, qui se sont regroupés au sein de centaines de collectifs à travers toute la France, défendent aussi bien un service vertueux et public de l'énergie, que leur santé, leurs biens personnels, l'économie, les libertés publiques et leurs droits fondamentaux.

Il est surréaliste de constater les moyens mis en œuvre par l'entreprise Enedis (filiale à 100 % d'eDF) et ses sous-traitants pour imposer un système de capteurs dangereux et inutile, qui s'annonce comme un désastre financier. Cette opération de masse ne cesse de prendre les réfractaires pour des rétrogrades qui s'opposeraient à des "machines intelligentes", au "progrès qui nous sauvera tous" au sein d'un système de connections orwellien de smart city et de big data. Pour rappel, puisque désormais plus de 440 communes ont pris des mesures afin de préserver leurs administrés, il est donc temps de ne plus faire l'impasse sur ce problème de société et d'informer les citoyens sur les stratégies mensongères et illégales de la filiale d'eDF : imposer un objet connecté, non obligatoire, comme Linky à l'insu et/ou contre la volonté des clients est non seulement immoral mais encore devient une agressive infantilisation de la population.

Note (d'après Stéphane Lhomme)

Il suffirait d'ailleurs de faire une rapide revue de la presse régionale pour découvrir que, de la Voix du Nord à La Provence, et de Sud-Ouest aux Dernières nouvelles d'Alsace, les pages locales regorgent d'articles relatant les graves problèmes causés à la population par les compteurs communicants déjà installés, mais aussi par les sociétés privées en charge de ce déploiement, qui n'hésitent pas à mentir, intimider, parfois brutaliser les habitants, et souvent pénétrer illégalement dans les propriétés voire dans les habitations.

Tenter de réduire les opposants à des gens qui ont "peur" (des ondes, du "Progrès", etc) est profondément méprisant et ne permet évidemment pas de prendre en compte la réalité de cette opposition citoyenne : de nos jours, même sans être polytechniciens, les gens sont capables de se renseigner, de réfléchir individuellement et collectivement et de prendre au final des positions rationnelles visant à préserver l'intérêt général.

